



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 – TOULON CEDEX

**MARCHE DE SURVEILLANCE ET DE GARDIENNAGE DES INSTALLATIONS PORTUAIRES ET DU
CAMPUS DE LA GRANDE TOURRACHE POUR LA CCI DU VAR**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**LOT N° 1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires
de la CCI du Var**

Marché passé en application des articles R.2123-1-3, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

	PAGE
1. ORGANISATION	3
2. PRESTATION	7
3. FORMATION ET HABILITATION DU PERSONNEL	16
4. MOYENS MATERIELS	17
5. ANNEXE 1 PLAN GENERAL DES PORTS GERES PAR LA CCIV	19

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES

1. ORGANISATION

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques (CCTP) ont pour objet de définir le contenu et le mode d'exécution des prestations de missions de surveillance et gardiennage et de contrôle de sûreté des installations portuaires de la CCIV.

Pour les sites commerce, ce marché s'inscrit dans l'application du des dispositions du code ISPS (International Ship and Port Sécurité) et du code des transports et du code de la sécurité intérieure.

1.1. ROLE ET RESPONSABILITES

1.1.1. Organisation des Installations Portuaires

La sûreté et la sécurité des ports sont organisées par un responsable sûreté et sécurité de la direction des ports qui est aussi l'Agent de Sûreté des Installations Portuaires (A.S.I.P.). On distingue :

- Les sites commerce divisés en trois installations portuaires IP 2301 Toulon Côte d'Azur (TCA), IP 2302 La Seyne Brégaillon, IP 2305 Le Môle d'Armement.
- Le site du Parking du Port Marchand

Les interfaces sûreté/sécurité des ports de la CCIV sont représentés par les interlocuteurs qui seront nommément précisés à l'entreprise retenue lors de la mise au point du marché cela pour les différents sites.

1.1.2. Garantie et organisation du titulaire

Le titulaire est responsable des missions définies dans le marché qui le lie à la CCI du Var. Il s'engage à la parfaite exécution du marché notamment par la qualité du recrutement et le taux d'encadrement de la prestation selon les consignes dictées par le responsable sûreté et sécurité de la Direction des Ports.

Il s'engage à assurer un suivi permanent de l'exécution des missions confiées et d'en apporter la preuve principalement dans le cadre :

- du contrôle et du suivi de la qualité de ses prestations,
- des activités de gestion et du système de management de son personnel.

Il désigne, localement, pour le site, un représentant interlocuteur principal qui assure la liaison permanente avec le responsable du pôle sûreté et sécurité de la sûreté de la Direction des Ports.

Le responsable d'encadrement sera garant de la bonne exécution des missions. Cette fonction est indépendante de celle des agents de terrain. Ce responsable, ou son remplaçant, sera joignable en permanence par son personnel sur le terrain par le responsable sûreté et sécurité de la direction des ports ou l'un de ses représentants. Il sera l'interlocuteur privilégié de la CCI du Var.

Il devra avoir une parfaite connaissance des sites, des prestations à effectuer de même que de l'organisation (planning, procédures, administration...).

Le responsable d'encadrement devra :

- Assurer l'encadrement global de la prestation,
- Assurer l'interface entre les services du titulaire et le responsable de la sûreté et de la sécurité de la direction des ports ou d'un de ses représentants.
- Gérer le suivi de la maintenance des matériels et équipements de sûreté,
- Gérer le suivi administratif des comptes-rendus d'événements,
- Connaître les conditions du contrôle de l'activité des agents de sécurité ou de sûreté,
- Etre joignable en permanence,
- Garantir la bonne exécution des prestations,
- Pallier tout dysfonctionnement du service de manière spontanée ou sur demande du responsable, sûreté de la Direction des Ports ou à son représentant.

1.1.3. Organisation qualité du prestataire

Le titulaire traite dans son système de management de la sûreté et de la qualité les exigences du présent marché qui le lie avec la CCIV (consignes fournies par le code des transports, code de la sécurité intérieure, règlement général et particulier de police), dès l'accès sur le domaine public maritime.

Le titulaire devra respecter strictement la législation en vigueur en matière d'horaires de travail et adapter son organisation en fonction.

Le titulaire est responsable de la sécurité de son personnel durant les périodes où celui-ci se trouve isolé (nuit, jour de week-end...).

Il s'engage à supporter les conséquences de tous accidents ou faits dommageables pouvant survenir aux tiers de son fait ou de celui de son personnel.

Les agents de sécurité du titulaire du présent marché sont commissionnés par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pour exercer les fonctions d'agents chargés de missions de sûreté et de missions agents de prévention et de surveillance des sites gérés par le commissionnaire. L'accessibilité spécifique aux zones réservées sont définies par des dispositions législatives ou réglementaires. Elles définissent les conditions d'accès et de circulation et d'exercice de la mission dans les surfaces encloses ou dépendant du domaine public maritime.

A ce titre, ils doivent être titulaires d'un agrément délivré par le CNAPS attestant de leur qualification professionnelle pour l'exercice des missions prévues dans le cadre du présent marché. L'agrément des agents devra être représenté à la date anniversaire du présent marché ou à l'arrivée d'un nouvel effectif sur l'un des sites.

Le titulaire s'engage à fournir mensuellement au responsable sûreté et sécurité de la direction des ports, ou à son représentant, la liste mise à jour des gardiens affectés en permanence à la surveillance des installations précitées. Toute modification de cette liste sera transmise au plus tard 24H00 avant la prestation. Elle peut être vérifiée à tout moment par le responsable sûreté et sécurité ou son représentant.

1.2. OBLIGATIONS COMMUNES

1.2.1. Prise en charge des installations

A la date de prise d'effet du présent marché, un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des installations sera dressé.

1.2.2. Etat des installations en fin de marché

Un procès-verbal contradictoire des lieux et installations sera établi dans le mois précédent la fin de l'exécution du marché. Si au cours de cet examen, il devait s'avérer que certains matériels soient en mauvais état de fonctionnement du fait du manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, la remise en état des équipements sera à la charge exclusive du Titulaire, après mise en demeure.

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

1.2.3. Surveillance et contrôle des équipements mis à la disposition du titulaire

Le titulaire doit signaler sans délai aux responsables des sites concernés les incidents, que les conséquences financières soient à sa charge ou à celle de la CCIV. Toute intervention de maintenance sur le matériel mis à disposition du titulaire sera consignée sur un registre laissé à la disposition de la CCIV.

1.3. SURETE

Les Installations Portuaires de Toulon, Brégaillon et du Môle d'Armement sont soumises à la réglementation ISPS (Code international pour la Sûreté des navires et des installations portuaires). A ce titre le personnel affecté sur les missions de ces trois sites devra justifier, dans les six mois qui suivront la notification du marché, d'une sensibilisation sûreté.

Les agents affectés à la surveillance du site feront l'objet d'une enquête administrative diligentée par les services de l'Etat dans le cadre de la délivrance d'une habilitation pour pénétrer dans les installations portuaires gérées par le concessionnaire. Un refus d'habilitation pour un agent de sécurité entraînera le retrait de cet agent pour les sites désignés dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation de sûreté en vigueur sur le port, notamment en termes de contrôle d'accès et dans le cadre de la protection de ses installations.

Dès la notification du marché, le prestataire fournira la liste de tous les personnels et des véhicules affectés à ces missions.

Les autorisations d'accès à l'installation portuaire seront délivrées par le responsable de la sûreté et de la sécurité de la Direction des Ports ou l'un de ses représentants, à titre individuel, pour une durée déterminée, dans le cadre de l'activité générée par le présent marché, pour des besoins uniquement professionnels.

Il appartient au titulaire du marché de s'assurer de la conformité des droits d'accès de son personnel.

L'absence de droits d'accès peut interrompre l'activité de la prestation sans que le titulaire ne puisse exiger de contrepartie financière ou calendaire, ou toutes autres contreparties concernant le présent marché ou commande complémentaire.

1.3.1. Confidentialité du titulaire et de son personnel

Les informations, quelque en soit le support, y compris les logiciels informatiques que la Direction des Ports pourrait remettre au titulaire pour l'exécution du marché, sont et restent la propriété de la CCI du Var. Le titulaire n'est autorisé à les utiliser que pour l'exécution des tâches qui lui incombent au titre du présent marché, et s'engage à les retourner sans délai au représentant de l'installation portuaire dès la fin du dit marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à éviter de laisser divulguer les données confidentielles du présent marché, les informations citées à l'alinéa précédent, les résultats générés dans le cadre du marché et ce même après l'achèvement du marché.

Notamment, le titulaire doit limiter sa connaissance au domaine d'activité. Le titulaire sera tenu au secret professionnel à l'égard des tiers en ce qui concerne l'activité portuaire en règle générale.

Le titulaire ne pourra communiquer à des tiers, sans autorisation de la CCI du Var, les renseignements ou résultats qu'il aura obtenu à l'occasion des prestations entrant dans le cadre du présent marché. Cette disposition vise notamment les publications, communications ou conférences produites par la CCI du Var.

Le titulaire prend ces engagements de non-divulgaration en son nom propre et au nom de son personnel, et éventuels sous traitants.

La violation des engagements qui précèdent, pourra en outre, entraîner à son encontre l'application des dispositions du code pénal relatives au secret, ou la résiliation des autorisations d'accès aux installations portuaires.

A ce titre, le titulaire fera remplir à l'ensemble de son personnel en CDI (contrat à durée indéterminée) et CDD (contrat à durée déterminée) un document de non-divulgence d'information et à le transmettre au responsable sûreté de l'installation portuaire.

1.4. SECURITE - SURETE

Sur l'ensemble des sites commerce le titulaire devra :

- Respecter les règles applicables en matière de législation du travail et convention collective,
- Respecter les règles légales d'hygiène, de sécurité en vigueur et de sécurité sanitaire,
- Assurer à son personnel les conditions et le matériel permettant d'évoluer sur le site suivant les règles de sécurité et de sécurité sanitaire.
- Respecter les consignes de sécurité et de sûreté du port concerné,
- Respecter l'organisation sécurité et de sûreté en place,
- Participer à l'inspection commune sur site,
- Informer ses salariés des mesures prises.

1.4.1. Inspection commune des lieux de travail, des installations et matériels

L'inspection commune se déroulera avant le démarrage des prestations. Lors de cette inspection, la CCI du Var et le titulaire procéderont à une analyse commune des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels.

La CCI du Var précisera au titulaire:

- Les consignes de sécurité propres au Port (document remis lors de la notification du marché),
- La délimitation des secteurs d'intervention (sur site lors de la notification du marché),
- Le plan de circulation (sur site avec document remis lors de la notification du marché),
- L'accès aux locaux sanitaires (sur site).

Le titulaire précisera au port pour chaque intervention sur site et par écrit :

- L'effectif prévu,
- Le nom et la qualification de la personne préposée à la sécurité,
- La description de l'intervention, des matériels utilisés et les modes opératoires.

1.4.2. Plan de prévention

Conformément au décret N° 92-158 du 20 février 1992 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux opérations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure, un plan de prévention écrit sera établi dès la notification du marché.

1.4.3. Hygiène

Les sanitaires publics des ports seront mis à la disposition du titulaire.

2. PRESTATIONS

2.1. MISSIONS

La Direction des Ports est responsable de la sécurité/sûreté globale dans les périmètres désignés par arrêtés préfectoraux, ou concédés.

Le Titulaire est amené à assurer des missions de surveillance, de contrôle d'accès, de ronde de sûreté et de vidéoprotection des sites en complément et en continuité et par délégation de celles effectuées par les administrations de l'état, et le personnel de la Direction des Ports. Ces missions tels que prévue par le code ISPS et le code des transports pour la sûreté des installations portuaires précisent que les agents du titulaire doivent suivre une sensibilisation prévue à l'article 18.3 du code ISPS à compter de la notification du marché.

La définition des prestations à la charge du titulaire est précisée dans le cadre du présent marché.

Les prestations de gardiennage, de vidéoprotection définies devront être exécutées selon les règles habituelles de la profession.

D'une manière générale, les prestations à exécuter ont pour objectif de conduire à maintenir les sites, objets du présent marché, dans un état constant de sûreté et de sécurité pour les personnes et les biens.

La nature des prestations varie selon que les Ports sont ouverts ou pas aux usagers du service public et aux clients des entreprises installées sur les sites concernés.

L'exécution des prestations est effectuée conformément aux instructions de surveillance et/ou de contrôle d'accès remise au responsable local du Titulaire par le responsable sûreté et sécurité de la Direction des Ports.

A la prise du marché, l'entreprise titulaire perçoit auprès du responsable de la Direction des Ports les instructions de sûreté qui régissent les règles d'accomplissement du présent marché.

Le titulaire a obligation de retranscrire ces instructions et de se les approprier afin d'établir des consignes d'application pour les besoins de gestion de son personnel.

Les consignes d'application sont soumises au visa du responsable de la sûreté et de la sécurité de la direction des ports.

Le titulaire s'assure de la prise de connaissance et de la bonne application de ces consignes par son personnel.

Les objectifs généraux consistent :

- Au gardiennage,
- Au contrôle d'accès des installations portuaires,
- A la sauvegarde des personnes,
- A la pérennité du patrimoine,
- A la qualité globale des services pour garantir la satisfaction des exploitants et l'image commerciale des ports de la CCI du Var,
- Au respect des prescriptions et recommandations de sécurité,
- A la veille de sûreté, sécurité, environnement,

Les agents affectés devront assurer les missions suivantes :

- Surveillance des clôtures ou limite de propriété,
- Surveillance des bords à quai et terre-pleins,
- Surveillance des bâtiments et mobiliers affectés,
- Surveillance des dispositifs de vidéoprotection,
- Gestion d'un dispositif de vidéoprotection,

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

- Contrôle d'accès, de sûreté, assistance à l'accès et à la sortie du port
- Levée de doute,
- Orientation et assistance aux personnes,
- Orientation des secours.

A la vue du public, le personnel du titulaire devra s'abstenir de boire, de manger, et de lire.

Il est strictement interdit de consommer des boissons alcoolisées, de lire, de regarder la télévision, d'utiliser des moyens modernes de communication à des fins ludiques ou de se laisser distraire par d'autres activités que celles définies au présent CCTP. Il est également interdit de fumer et d'utiliser un téléphone portable à usage privé pendant que l'agent est en poste. Seul l'usage du téléphone portable à des fins professionnelles ou en cas d'urgence est toléré.

Le remplacement en urgence d'un agent malade ou empêché doit être effectué par un agent habilité ayant le même niveau de qualification et non par une nouvelle personne non formée.

L'agent ne pourra pas quitter son poste avant que la relève ne soit effectuée.

Le titulaire est totalement responsable des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge et exécutées par ses agents. A ce titre, il appartient au titulaire d'avertir chaque agent des mesures à appliquer et notamment :

- Des mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel.
- Des mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades.
- Des mesures concourant à une bonne hygiène de travail.
- L'information relative aux pandémies et la conduite à tenir en cas de suspicion
- Le personnel du titulaire participe aux exercices d'alerte et d'évacuation.

Niveau de tous les agents :

- capacité d'utiliser les outils numériques et informatiques en place
- disposer d'une bonne acuité auditive et visuelle
- faire preuve de diplomatie et de psychologie, tout en restant ferme et décidé
- être en bonne condition physique
- être titulaire de la carte professionnelle
- maîtriser les relations humaines et les tâches administratives avec l'outil informatique.
- capacité à rédiger un compte rendu
- capacité à transmettre une consigne

Comportement et profil :

- bonne présentation (coupe de cheveux correcte, barbe taillée et courte, pas de bijoux ostentatoires de type piercing, grosse chaîne, boucles d'oreille etc.. qui peuvent présenter des risques d'arrachement et de saisie en cas d'agression)
- Pour l'exercice d'une mission de service public, un strict devoir de neutralité (Pas de signe religieux ostentatoire)
- savoir s'exprimer correctement
- être discret (en matière de confidentialité)
- savoir écrire correctement et lisiblement

Dans le cas de situations particulières, par exemple gestion de crise ou évolution du niveau de sûreté, le titulaire s'engage à :

- Modifier l'organisation de son personnel en fonction des commandes exprimées par le donneur d'ordre dans les délais prescrits.

2.2. DEFINITION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES

2.2.1 GENERALITES

Les missions confiées par le titulaire sont assurées soit en service continu, soit en service discontinu dans le respect des horaires définis ne pouvant excéder douze heures de travail consécutives et suivi de dix heures minimums de repos entre chaque vacation sauf dans le cas de dérogations prises par voies réglementaires.

Dans le cas de service continu, un recouvrement est nécessaire entre les périodes de travail. Il doit être effectif afin d'assurer la passation de consignes, sur les lieux même du poste de travail et d'éviter toute discontinuité dans l'exécution de la mission.

Les rondes sont planifiées par le responsable de la sécurité et de la sûreté de la Direction des Ports en définissant des tranches horaires dans lesquelles elles doivent être impérativement débutées.

Le titulaire s'assure que la totalité des rondes soient réalisées en mettant en œuvre les moyens humains, techniques et réglementaires nécessaires à la réalisation de la mission.

Les horaires ouverts de l'installation portuaire sont fournis au titulaire pour que les heures de relève du personnel du titulaire ne coïncident pas avec les heures d'affluence d'embauche ou de débauche du personnel portuaire.

2.2.2 PRESTATIONS ATTENDUES PAR SITE

Site	Prestations	Périodicité	Horaires	Personnel affecté
PC Sécurité centre de vidéoprotection	Vidéo-protection	365 j / 365 j	24h/24	1 AVP*
TCA – Poste de garde et Parking Port Marchand	Contrôle accès / Ronde Gardiennage	365 j / 365 j	20h15 à 06h15 du mois d'octobre au mois d'avril 16h15 à 06h15 du mois de mai au mois de septembre	1 APS*
Brégaillon – Poste de garde n°1 – Accès ZNLA et Môle d'armement	Contrôle accès / Ronde Gardiennage	365 j / 365 j	24h/24	1 APS*

*APS : Agent de prévention et de sécurité et de sûreté

*AVP : Agent de vidéoprotection

2.2.3 MODALITES D'EXECUTION

2.2.3.1 SITE DE BREGAILLON- MOLE D'ARMEMENT

- Pendant les horaires d'ouverture du port, l'agent de sécurité assurera l'ouverture des portails et voie d'accès au port de commerce selon la procédure en vigueur qui sera communiquée par la CCI du Var et éventuellement modifiée par le responsable sureté et sécurité du port, ou son représentant.

Il assurera le contrôle de l'accès et de sureté aux installations des personnes en entrée et des marchandises en entrée et en sortie selon les modalités en vigueur et qui seront communiqués au titulaire du marché.

Ils n'autoriseront leur accès qu'après vérification des badges ou des autorisations et des contrôles de sureté prévus.

Ils délivreront des badges d'accès aux visiteurs annoncés et consigneront toutes les entrées et sorties sur un registre prévu à cet effet mentionnant les noms et qualités des personnes ainsi que leur destination. Ils manœuvreront les barrières d'accès en entrée et en sortie pour les personnes munis de badge visiteurs.

Les personnels permanents sont munis de badge permettant l'ouverture des barrières en entrée et sortie de l'installation portuaire.

Ils veilleront à ce que l'ensemble des personnes titulaire de ces badges, utilisent systématiquement leur badge sur le lecteur de badge commandant l'ouverture des barrières d'entrée

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var indiquera au titulaire du marché les noms et qualités des personnes qui auront droit à un accès permanent aux installations du port de commerce ainsi que les services de l'Etat dans le cadre de l'exercice de leurs missions, cela comprend également les personnels des entreprises locataires dûment habilités par eux pour accéder aux installations respectives .

L'agent de sécurité se situera dans le poste de garde à l'entrée de l'installation portuaire.

L'agent de sécurité devra être équipé d'un dispositif de protection pour travailleur isolé et d'un poste radio afin de rester en contact avec le PC sécurité.

L'agent de sécurité sera tenu de consigner, sur un registre ou logiciel prévu à cet effet par le titulaire du marché ou mis à disposition par la CCIV, tout événement suspect ou incident relevé au cours de l'exécution des prestations de gardiennage et de surveillance. Ce journal de sûreté fera clairement apparaître le jour, la date et l'heure exacts au cours desquels l'agent a constaté l'incident. L'agent y mentionnera également le jour, l'heure de sa prise et de sa fin de service, l'heure de départ et de retour de chacune de ses rondes, et tout autre élément qu'il jugera nécessaire de porter à la connaissance de la CCI du Var, lié à l'exécution de sa mission. Une main courante informatique pourra être mis à disposition du titulaire du marché en lieu et place du registre de sureté qui servira en mode dégradé.

En cas d'introduction non autorisée dans l'enceinte de l'installation portuaire du port de commerce de Brégaillon pendant la durée des prestations, l'agent de sécurité est tenu d'informer dans les plus brefs délais l'agent de sureté présent des Ports ou celui d'astreinte les jours non ouvrés, le PC de sécurité et les services de police compétents.

- Pendant les horaires de fermeture du port, l'agent de sécurité de nuit assurera la fermeture de l'accès au port de commerce selon la procédure en vigueur qui sera communiquée par la CCI du Var et éventuellement modifiée par le responsable sureté et sécurité du port, ou son représentant. De manière systématique, il s'assurera immédiatement après de la bonne fermeture des portails d'accès des voies de sortie et l'accès de l'enceinte portuaire et de l'installation portuaire.

Le port de commerce de Brégaillon étant fermé au public, l'agent de sécurité veillera à interdire son accès à toute personne ne justifiant pas d'une autorisation délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Il assurera le contrôle de l'accès et de sureté aux installations faisant l'objet de surveillance et n'autoriseront leur accès qu'après vérification des badges ou des autorisations et les contrôles de sureté prévus . Il consignera toutes les entrées et sorties sur un registre prévu à cet effet mentionnant les noms et qualités des personnes ainsi que leur destination. Il manœuvrera les portails et barrières d'accès.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var indiquera au titulaire du marché les noms et qualités des personnes qui auront droit à un accès permanent aux installations du port de commerce ainsi que les services de l'Etat dans le cadre de l'exercice de leurs missions, cela comprend également les personnels des entreprises locataires dûment habilités par eux pour accéder aux installations respectives en dehors de leurs heures d'ouverture.

En dehors du temps consacré aux rondes définies ci-après, l'agent de sécurité se situera dans le poste de garde à l'entrée de l'installation portuaire.

L'agent de sécurité assurera les rondes sur l'ensemble de l'installation portuaire de Brégaillon nord (y compris sur les terre-pleins, parkings et voies d'accès). Ces rondes devront permettre de surveiller l'ensemble des installations et des bâtiments.

La fréquence des rondes, leurs horaires, les parcours suivis seront définis par le représentant de la Chambre de Commerce au port de Brégaillon après discussion avec le titulaire du marché.

Les horaires des rondes, les parcours ainsi que les fréquences des rondes seront modifiés régulièrement en accord avec la Chambre de Commerce afin d'éviter les habitudes.

Lors des rondes ainsi définies, l'agent de sécurité devra systématiquement actionner les points de passage dont le nombre et l'emplacement sera déterminé lors de la notification du marché. La fourniture et la pose incombant à l'entreprise qui sera notifiée.

La durée d'une ronde ne devra pas être inférieure à trente (30) minutes.

L'agent de sécurité devra être équipé d'un dispositif de protection pour travailleur isolé et d'un poste radio afin de rester en contact avec le PC sécurité.

En cas d'introduction non autorisée dans l'enceinte de l'installation portuaire du port de commerce du Môle d'Armement pendant la durée des prestations, l'agent de sécurité est tenu d'informer dans les plus brefs délais les services de police compétents et l'agent de sureté d'astreinte des Ports et le PC de sécurité. A la demande du PC sécurité ou de l'agent de sureté d'astreinte, il fermera l'enceinte portuaire de Brégaillon le temps d'effectuer une levée de doute physique au môle d'armement.

2.2.3.2 SITES DU PARKING PORT MARCHAND (PPM)

Le même agent assurera les prestations Parking Port Marchand et de TCA réparties comme suit :

- De 23H00 à 06H00 - Parking Port Marchand et port de commerce de Toulon Côte d'Azur.

Pendant sa vacation, l'agent de sécurité assurera la fermeture de l'accès du Parking du Port Marchand à compter de 23 h 15 selon la procédure en vigueur. Celle-ci sera communiquée par la CCI du Var et éventuellement modifiée par le responsable sureté et sécurité du port, ou son représentant.

En dehors du temps consacré aux rondes définies ci-après, l'agent de sécurité est installé dans le poste de garde du port de commerce de TCA (Toulon Cote d'Azur) ou celui du PPM en fonction des besoins exprimé par le responsable sureté et sécurité des ports ou son représentant.

L'agent de sécurité assurera les rondes qui permettront de surveiller le parking du port marchand et l'installation de Toulon cote d'azur. Elles seront effectuées après la fermeture effective du port et le départ des personnels assurant les activités portuaires.

La fréquence des rondes, leurs horaires, les parcours suivis seront définis par le responsable du site après discussion avec le titulaire du marché. La fréquence et les horaires seront modifiés régulièrement en accord avec la Direction des Ports afin d'éviter les habitudes. La durée d'une ronde ne devra pas être inférieure à trente (30) minutes.

Lors des rondes ainsi définies, l'agent de sécurité devra systématiquement actionner les points de passage dont le nombre et l'emplacement sera déterminé lors de la notification du marché. La fourniture et la pose incombant à l'entreprise qui sera notifiée. Il devra également informer la PC sureté et sécurité de son départ et de son retour pour une ronde.

L'agent de sécurité devra être équipé d'un dispositif de protection pour travailleur isolé.

Il sera tenu de consigner, sur un registre ou logiciel prévu à cet effet par le titulaire du marché ou mis à disposition par la CCIV, tout événement suspect ou incident relevé au cours de l'exécution des prestations de gardiennage et de surveillance. Ce journal de sûreté fera clairement apparaître le jour, la date et l'heure exacts au cours desquels l'agent a constaté l'incident. L'agent y mentionnera également le jour, l'heure de sa prise et de sa fin de service, l'heure de départ et de retour de chacune de ses rondes, et tout autre élément qu'il jugera nécessaire de porter à la connaissance de la Direction des Ports, lié à l'exécution de sa mission. Une main courante informatique pourra être mis à disposition du titulaire du marché en lieu et place du registre de sureté.

En cas d'incident ou d'atteinte aux personnes, aux biens dans le parking du port marchand pendant la durée des prestations, l'agent de sécurité est tenu d'informer dans les plus brefs délais les services de police compétents, l'astreinte sureté des ports et le Pc sécurité situé à Brégaillon

- Missions liées au PPM :

- Assurer une présence physique dynamique
- L'agent de sécurité prendra ses consignes auprès du personnel quittant son service à 23h15
- Assistance éventuelle aux usagers en difficultés pour l'utilisation des caisses de paiement, sans encaissement.
- Gestion des flux en cas de problème.
- Suivre le recueil de procédure rédigé par le responsable sureté ou sécurité de la direction des ports ou son représentant.
- Pour tous problèmes relatifs à la sûreté contacter l'ASIP d'astreinte
- Durant son service effectuer quatre rondes au maximum.
- Assurer l'accompagnement de l'agent CCIV lors du relevé des caisses du PPM- 06h00-06h15

2.2.3.3 SITE DE TCA – POSTE DE GARDE

Le même agent assurera les prestations de TCA et Parking Port Marchand réparties comme suit :

- du mois d'octobre au mois d'avril : de 20h15 à 06h15 - Parking port Marchand et port de commerce de Toulon Côte d'Azur.

- du mois de mai au mois de septembre : de 16h15 à 06h15 - Parking port Marchand et port de commerce de Toulon Côte d'Azur.

Les prestations assurées au poste de garde du port de commerce de Toulon cote d'Azur s'effectueront de 20h15 à 06h15.

Dès sa prise de fonction, pendant les heures d'ouverture, l'agent de sécurité assurera le contrôle d'accès au port de commerce des véhicules et des piétons.

L'accès au port doit être justifié par la présentation d'un titre de transport ou d'un badge d'accès valide.

Les modèles de titre et les modalités d'accès techniques seront communiqués au titulaire du marché par le responsable de la sureté et de la sécurité de la direction des ports ou par son représentant.

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

Une assistance des personnels de la CCIV à l'accessibilité des véhicules au portail d'entrée et de sortie pourra être effectuée sur demande de responsable de la sûreté et de la sécurité de la direction des ports ou par son représentant.

En dehors des heures d'ouverture, l'agent de sécurité aura pour mission de permettre l'accès au port aux personnels, véhicules de la CCIV, des structures ou des sociétés travaillant dans l'enceinte portuaire dans le cadre de leurs missions.

Les véhicules et les personnels sont détenteurs de titre de circulation valides pour les véhicules et de badge d'accès valides pour les personnels.

L'agent de sécurité effectuera des rondes dans l'enceinte du port afin de vérifier l'intégrité périmétrique du port et des bâtiments s'y trouvant.

L'agent de sécurité devra être équipé d'un dispositif de protection pour travailleur isolé et d'un poste radio afin de rester en contact avec l'agent de sécurité se trouvant à l'extérieur du port sur deux sites limitrophes, le port de plaisance de Toulon vieille darse et le parking du port marchand. Il pourra lui porter assistance.

Il assurera la veille du dispositif de vidéoprotection du port de commerce et TCA et du PPM, procédera à des rondes vidéo en sus des rondes pédestres effectuées et effectuera les levées de doute en cas de déclenchement d'alarme sur les bâtiments.

Il sera tenu de consigner, sur un registre ou logiciel prévu à cet effet par le titulaire du marché ou mis à disposition par la CCIV, tout événement suspect ou incident relevé au cours de l'exécution des prestations de gardiennage et de surveillance. Ce journal de sûreté fera clairement apparaître le jour, la date et l'heure exacts au cours desquels l'agent a constaté l'incident. L'agent y mentionnera également le jour, l'heure de sa prise et de sa fin de service, l'heure de départ et de retour de chacune de ses rondes, et tout autre élément qu'il jugera nécessaire de porter à la connaissance de la Direction des Ports, lié à l'exécution de sa mission. Une main courante informatique sera mise à disposition du titulaire du marché en lieu et place du registre de sûreté qui servira en mode dégradé.

L'agent de sécurité assurera les rondes prévues sur les terre-pleins du port de commerce de Toulon. Ces rondes devront permettre de surveiller l'ensemble des installations et des bâtiments.

La fréquence des rondes, leurs horaires, les parcours suivis seront définis par le responsable de la sûreté et de la sécurité de la direction des ports ou par son représentant après discussion avec le titulaire du marché.

Les horaires des rondes, les parcours ainsi que les fréquences des rondes seront modifiés régulièrement en accord avec la Chambre de Commerce afin d'éviter les habitudes.

Lors des rondes ainsi définies, l'agent de sécurité devra systématiquement actionner les points de passage dont le nombre et l'emplacement sera déterminé lors de la notification du marché. La fourniture et la pose incombant à l'entreprise qui sera notifiée.

La durée d'une ronde ne devra pas être inférieure à trente (20) minutes.

En cas d'intrusion non autorisée par voie terrestre ou maritime dans l'enceinte du Port de commerce pendant la durée des prestations, l'agent de sécurité est tenu d'informer dans les plus brefs délais les services de police compétents, l'astreinte sûreté des Ports et le Pc sécurité situé au port de Brégaillon.

2.2.3.4 PC SURETE ET SECURITE – BREGAILLON (PCSS)

Missions :

- Sécuriser les personnes, les lieux et les biens à l'aide de moyens de vidéoprotection des sites exploités par la direction des ports de la CCI du Var.
- Veiller au bon fonctionnement des installations et équipements de vidéoprotection installés dans le PC sûreté et sécurité situé dans le bâtiment de la direction des ports à Brégaillon.
- Assurer la sécurisation des personnes, des lieux et des biens par un système de vidéoprotection

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

- Analyser et exploiter les images ou alarmes d'un système de vidéoprotection aux fins de déclencher et réguler l'intervention des personnes habilitées ou des services compétents.
- Effectuer des contrôles documentaires par vidéo et procéder à l'ouverture à distance des sites
- Répondre aux demandes du responsable sûreté et sécurité de la direction des ports concernant les différents sites de la CCIV.
- Projeter le personnel du poste de garde de Brégaillon de 20h00 à 06h00 pour effectuer une levée de doute physique sur le site du môle d'armement.

-Alerter le responsable sûreté et sécurité de la direction des ports et les différents responsables des sites commerce de la CCIV de tous évènements ou incidents pouvant impacter la sûreté et la sécurité et l'exploitation des sites de la CCIV.

-En dehors des heures ouvrées aviser l'astreinte sûreté et sécurité de tous évènements ou -incident pouvant impacter la sûreté et la sécurité et l'exploitation des sites de la CCIV.

-Renseigner et consigner dans le registre de sûreté les évènements, incidents relevés ou communiqués. L'agent du PCSS centralisera tous les incidents ou accidents relevés sur les sites afin d'en faire une synthèse journalière à destination responsable sûreté et sécurité du port ou son représentant.

Une main courante informatique sera mise à disposition du titulaire du marché en lieu et place du registre de sûreté qui servira en mode dégradé.

Les besoins à satisfaire portent sur les installations et voie ferrée portuaires, voie ferrée d'approche et bâtiments suivants :

- Port de Toulon Côte d'Azur – Toulon
- Port de Brégaillon – La Seyne sur Mer
- Môle d'Armement – La Seyne sur Mer
- Voie ferrée d'approche

Les missions confiées par le titulaire sont effectuées 24h24 et 365 jours par an. Elles sont assurées soit en service continu, soit en service discontinu dans le respect des horaires définis ne pouvant excéder douze heures de travail consécutives et suivi de dix heures minimums de repos entre chaque vacation.

Dans le cas de service continu, un recouvrement est nécessaire entre les périodes de travail. Il doit être effectif afin d'assurer la passation de consignes, sur les lieux même du poste de travail et d'éviter toute discontinuité dans l'exécution de la mission.

2.3. DEFINITION DES PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE

Les prestations sur bon de commande ci-après définies sont susceptibles d'être effectuées **24 H sur 24 H** tous les jours de l'année y compris week-end et jours fériés.

D'une manière générale, les prestations à exécuter doivent conduire à maintenir les installations portuaires (commerce) dans un état constant de sécurité et sûreté pour les personnes et les biens et à permettre d'élever le niveau de sûreté des installations portuaires.

Le titulaire du marché réalisera ces prestations sur demande du représentant de la CCI du Var après notification au titulaire du marché d'un bon de commande dans un délai pouvant aller jusqu'à de 12 heures à 24 heures avant le jour d'intervention demandé.

Cas spécifique : Dans le cas d'une élévation du niveau de sûreté du niveau 1 vers le niveau 2 et du niveau 2 vers le niveau 3 des installations portuaires, sur demande expresse du responsable sûreté et sécurité du port, ou son représentant, le titulaire du marché mettra à disposition de la CCI du Var dans un délai maximum de 2 heures du personnel supplémentaire à compter de la demande sans qu'il ne

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

puisse s'y opposer ou invoquer l'insuffisance d'effectifs. La durée de mise à disposition de personnel supplémentaire sera déterminée par la CCI du Var. Un bon de commande de régularisation sera transmis au titulaire sous 48h00 pour cette prestation spécifique.

Le titulaire s'assurera que la totalité des prestations soient réalisées en mettant en œuvre les moyens humains, techniques, organisationnels et réglementaires nécessaires à la réalisation de la mission.

Les besoins à satisfaire portent sur les installations portuaires et les bâtiments suivants :

- Port de Toulon Côte d'Azur – Toulon
- Port de Brégaillon – La Seyne sur Mer
- Môle d'Armement – La Seyne sur Mer
- Parking du port marchand

Les missions confiées par le titulaire sont assurées soit en service continu, soit en service discontinu dans le respect des horaires définis ne pouvant excéder douze heures de travail consécutives et suivi de dix heures minimums de repos entre chaque vacation.

Dans le cas de service continu, un recouvrement est nécessaire entre les périodes de travail. Il doit être effectif afin d'assurer la passation de consignes, sur les lieux même du poste de travail et d'éviter toute discontinuité dans l'exécution de la mission.

Les besoins à satisfaire portent sur la mise à disposition des personnels suivants :

2.3.1 Agent de sécurité

L'agent de sécurité assurera les missions de sureté et contrôle de l'accès aux installations faisant l'objet de surveillance et n'autorisera leur accès qu'après vérification des habilitations ou des autorisations et le contrôle visuel des personnes, véhicules et de leur bagage. Il consignera toutes les entrées et sorties sur un registre prévu à cet effet mentionnant les noms et qualités des personnes ainsi que leur destination. Il manœuvrera la barrière et les portails d'accès

A la demande de la CCI du Var des rondes pourront être effectuées. Ces rondes devront permettre de surveiller l'ensemble des installations et des bâtiments.

La fréquence des rondes, leurs horaires, les parcours suivis seront définis par le représentant de la Chambre de Commerce après discussion avec le titulaire du marché.

En horaire de nuit, les agents devront être équipés d'un dispositif de protection pour travailleur isolé.

L'agent de sécurité est tenu de consigner, sur un registre ou logiciel prévu à cet effet par le titulaire du marché ou mis à disposition par la CCIV, tout événement suspect ou incident relevé au cours de l'exécution des prestations de gardiennage et de surveillance. Ce journal de sûreté fera clairement apparaître le jour, la date et l'heure exacts au cours desquels l'agent a constaté l'incident. L'agent y mentionnera également le jour, l'heure de sa prise et de sa fin de service, l'heure de départ et de retour de chacune de ses rondes, et tout autre élément qu'il jugera nécessaire de porter à la connaissance de la CCI du Var, lié à l'exécution de sa mission.

En cas d'introduction non autorisée des zones ou d'atteinte aux biens ou aux personnes ou d'incident pendant la durée des prestations, l'agent de sécurité est tenu d'informer dans les plus brefs délais les services de police compétents et le Pôle sureté des Ports de commerce et le PC sureté et sécurité.

2.3.2 L'agent de sécurité (SSIAP 1) Service Sécurité Incendie Assistance à Personnes

A la demande de la CCI du Var, un agent ayant la de qualification service de sécurité incendie et assistance à la personne, (SSIAP 1) pourra être sollicité de jour comme de nuit aux heures d'ouverture au public afin d'assurer la sécurité du public et la protection des biens pour les bâtiments classés en ERP.

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

Les agents affectés devront assurer les missions suivantes :

- Assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens
- L'entretien des moyens concourant à la sécurité incendie
- Prévention des incendies
- Alerte et accueil des secours,
- Evacuation du public,
- Intervention face aux incendies,
- Assistance à personnes,

3. FORMATION ET HABILITATION DU PERSONNEL

Les agents de sécurité privée, d'incendie devront justifier de leur aptitude professionnelle selon les législations et réglementations en vigueur prévues par le code des transports, le code de la sécurité intérieur et conformément au code des transports, l'employeur devra respecter le dispositif réglementaire encadrant les visites de sureté et de sécurité.

3.1 Avant tout début d'exécution :

Les agents de sécurité affectés devront être titulaire d'une carte professionnelle délivrée par le CNAPS autorisant à exercer les métiers de sécurité privée prévus dans le présent marché.

Les agents de sécurité privée, de sécurité incendie devront satisfaire aux enquêtes administratives supplémentaires, notamment celle permettant la délivrance d'une habilitation pour pouvoir circuler dans les installations portuaires. L'emploi de ces agents sur les sites concernés nécessitent la délivrance de cette habilitation spécifique prévue par le code des transports.

3.2 Pour l'exécution des prestations :

La formation générale et permanente est dispensée par le titulaire.

Indépendamment des formations nécessaires à l'exécution des différentes missions le personnel devra avoir reçu dans un délai de six mois la sensibilisation suivante :

DOMAINES	FORMATIONS	OBJECTIFS	OBLIGATIONS	PERSONNELS CONCERNES
ISPS 18.3	Capacité standard de sûreté	<ul style="list-style-type: none">-Connaître les différents niveaux de sûreté-Identification, détection des armes, des substances et des engins dangereux-Comportement des personnes menaçantes pour la sûreté.-Techniques utilisées pour contourner les mesures de sûreté.	Sensibilisation à l'ISPS	Tous les agents

Tous les agents seront soumis aux mêmes règles d'entraînement (1 par trimestre) et d'exercices (1 par an) que le personnel de l'exploitant.

4. MOYENS MATERIELS

4.1. MOYENS POUVANT ETRE MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE PAR LA DIRECTION DES PORTS

Il pourra être mis à la disposition du titulaire :

- Bureaux, chaises, fauteuils
- Sanitaires,
- Poste de surveillance et de contrôle d'accès.
- Moyens complémentaire de protection incendie ou sécurité
- Equipements de vidéoprotection, informatiques

L'installation portuaire met à disposition du titulaire les moyens de contrôle et de gestion des accès aux zones réglementées. Un état des lieux contradictoires est établi entre l'ASIP de l'installation portuaire et le titulaire.

Un état des lieux contradictoire du matériel et des locaux mis à disposition est établi entre le responsable sûreté de l'installation portuaire et le titulaire. Les dégradations issues de négligence, acte de vandalisme et/ou dégradation volontaire occasionnée par le personnel du titulaire sont à la charge du titulaire.

L'installation portuaire assure et l'entretien en termes de maintenance des matériels et des locaux mis à disposition.

4.2. EQUIPEMENT A LA CHARGE DU TITULAIRE

L'ensemble des moyens fournis par le titulaire dans le cadre de la réalisation de la prestation est soumis à approbation de la CCI du Var.

4.2.1 TENUES

Le port de la tenue est prévu par le code de la sécurité intérieure, livre VI, réglementant les activités privées de sécurité.

Tout le personnel du titulaire doit être doté d'une tenue identique et adaptée à la nature de la mission et des conditions météorologiques locales.

Le titulaire veille à ce que le personnel soit toujours dans une tenue uniforme, conforme aux règles de sécurité et irréprochable en termes d'image et de présentation.

4.2.2 VEHICULES

Les véhicules utilisés dans le cadre des missions de surveillance confiées au titulaire devront être équipées d'appareils radio émetteurs-récepteurs en état de marche et faire apparaître la raison sociale de l'entreprise.

4.2.3 OUTILS ET SYSTEMES DE COMMUNICATION

Tous les outils et systèmes de communication utilisés (PTI, talkie, ordinateur...) doivent être adaptés au lieu de la mission de surveillance ainsi qu'au degré de risques qu'elle comprend.

Ils doivent garantir la sécurité à la fois des sites et de toutes les personnes et de tous les biens qui s'y trouvent ainsi que du personnel.

Tous les équipements doivent être contrôlés et entretenus régulièrement.

De même, le matériel informatique et les logiciels relatifs aux technologies de l'information qui sont utilisés doivent convenir à l'exécution du service et doivent subir des contrôles d'entretien réguliers.

Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 21 novembre 2024 – Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la CCI du Var – Lot n°1 : Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var.

Les équipements et leur utilisation doivent se conformer aux prescriptions en matière de santé et de sécurité.

Le prestataire devra être joignable 24 heures/24 par la CCI du Var.

4.2.4 MATERIEL SANITAIRE

Le titulaire du marché devra mettre à disposition de son personnel en cas de nécessité le matériel sanitaire (de type masques, gants, protection individuelle et collective) en fonction de la nature des risques.

Plan des ports gérés par la CCI VAR

